



Bruxelles, le 18 février 2012

Cher Amie,
Cher Ami,

Ce vendredi 22 février 2013, des **élections législatives** doivent se tenir à **Djibouti**. Face à une situation sociale désastreuse et la demande populaire pressante, les partis politiques d'opposition ont décidé pour la première fois depuis dix ans de participer aux élections, en unissant leurs forces au sein d'une coalition appelée l'Union pour le Salut National (USN). Après des années de boycott forcé, c'est là une évolution porteuse de beaucoup d'espoir pour la très grande majorité du peuple djiboutien qui vit dans une insupportable misère et sous la pression constante d'un régime dictatorial au pouvoir depuis plus de 35 ans !

Depuis Djibouti, **les présidents des partis politiques de l'opposition m'ont proposé de représenter cette coalition en Belgique et auprès de l'Union européenne**. Honoré par cette marque de confiance et de reconnaissance du travail accompli jusqu'ici, j'ai accepté de relever le défi.

À Djibouti, les opposants politiques, les syndicalistes, les défenseurs des droits humains et les citoyens subissent une répression brutale qui s'intensifie à l'approche de chaque élection. Lors de la présidentielle d'avril 2011, le bilan de cette répression a été le plus lourd de toute l'histoire du pays : plusieurs dizaines de jeunes manifestants tués, des centaines d'autres arrêtés et détenus durant des mois. Au début de ce mois de février 2013, le Président du parti MRD et porte-parole de l'USN, Daher Ahmed Farah, a été enfermé puis libéré et de nombreux incidents ont déjà émaillé la campagne électorale à la faveur de laquelle la population exprime en masse et de manière inédite son profond désir de changement.

Dès demain, au nom de l'USN, je serai reçu au Parlement européen où j'évoquerai les enjeux de cette élection et la situation sur le terrain. J'en profiterai également pour préciser le contenu du programme politique de l'USN et déconstruire la propagande de l'UMP. Récemment, le Premier Ministre djiboutien est venu en visite officielle à Bruxelles pour présenter sa vision de Djibouti et de ses relations avec l'Union européenne. Dès demain, c'est la vision que le peuple djiboutien a de lui-même que je présenterai aux Européens, au nom de l'USN.

L'Union européenne est le premier bailleur de fonds à destination de Djibouti où elle a décidé de renforcer sa présence. Le renforcement de cette présence s'accompagne d'exigences accrues en matière de démocratie et de respect des droits humains. Elle implique aussi que personne en Europe ne couvrira les agissements d'un régime qui souhaiterait continuer de tuer, de torturer, d'arrêter, de bâillonner la presse, d'empêcher la liberté syndicale ou de réprimer les manifestations pacifiques. La coopération avec l'Union européenne a un prix. Il faut maintenant le payer.



Ali DEBERKALE AHMED

Représentant de l'USN auprès de la Belgique et de l'Union européenne